

Budget 2017 : les chiffres qui montrent que Hollande avait relâché l'effort

Selon le conseiller maître à la Cour des comptes en disponibilité François Ecalte, le budget 2017 marque un net relâchement dans l'effort de réduction du déficit public.

PAR MARC VIGNAUD

Publié le 04/04/2018 à 15:25 | [Le Point.fr](http://LePoint.fr)



L'analyse – provisoire – des résultats des comptes publics 2017 publiés par l'Insee le 26 mars le confirme : le dernier budget de François Hollande était un budget préélectoral. Alors que l'ancien président de la République avait promis 50 milliards de baisse de dépenses sur trois ans, de 2015 à 2017, il a été marqué par un net relâchement des cordons de la bourse. Si le déficit a été, finalement, moins élevé que prévu (2,6 % du PIB contre 2,9 %), c'est uniquement grâce à l'augmentation des recettes fiscales bien plus fortes qu'anticipé en raison du regain de croissance inattendu. C'est ce que montrent les chiffres calculés par François Ecalte, conseiller maître à la Cour des comptes en disponibilité, publiés sur son site d'analyse des finances publiques Fipeco.

Lire aussi Baisse du déficit : « un effet purement conjoncturel »

Comme annoncé par l'Insee, les dépenses publiques ont augmenté de 2,5 %, soit une trentaine de milliards d'euros. Mais les remboursements de la taxe à 3 % sur les dividendes décaissés en 2017 ont été enregistrés en dépenses publiques. Si l'on retranche cet élément exceptionnel et purement comptable, la hausse réelle atteint 2,1 %. Cela correspond à un dépassement de 6 milliards par rapport à ce qu'avait annoncé l'ancienne majorité.

« La masse salariale publique a augmenté de 2,2 %. »

Mais, pour se rendre compte de l'effort réellement fourni, il faut aussi prendre en compte la légère hausse de l'inflation. En euros constants, la dépense publique a en fait progressé en 2017 de 1,5 %, ou 1,1 % en excluant le remboursement de la taxe à 3 % sur les dividendes, a calculé François Ecalte. C'est dans la moyenne de ce qui a été réalisé de 2011 à 2016, mais plus que ce qui avait été promis en loi de finances initiale, à l'automne 2016 (0,8 %).

« La masse salariale publique a augmenté de 2,2 %, ce qui ne s'était pas vu depuis 2009, et l'investissement public est reparti à la hausse après quatre années de baisse ou de quasi-stabilisation », pointe le spécialiste des finances publiques. L'ex-majorité avait notamment dégelé le point d'indice de la fonction publique en 2016, qui commande l'évolution des salaires des fonctionnaires avant qu'un nouveau gel ne soit annoncé pour 2018.

Lire aussi Déficit : la stratégie budgétaire du gouvernement renforcée

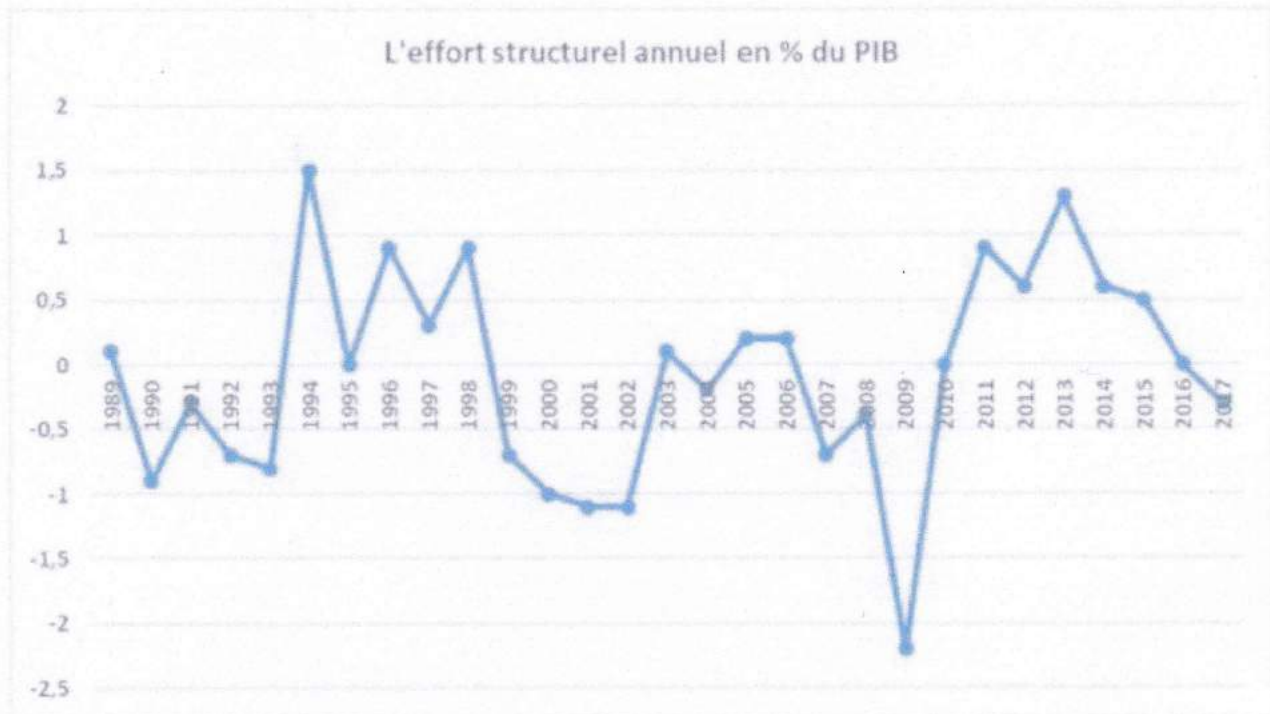
Comme les dépenses publiques ont tendance à augmenter chaque année d'environ 1,5 % quand aucune mesure n'est prise pour les contenir, les économies réalisées en 2017 ont, en réalité, été limitées à 5 milliards d'euros, considère François Ecalte. Et encore, cela n'a été possible que grâce à des économies inattendues sur la charge de la dette et la contribution de la France au budget de l'Union européenne.

Relâchement

Les mesures controversées prises à l'été par la nouvelle majorité n'ont donc pas permis de corriger le dérapage. « D'un côté, le gouvernement a annulé des crédits budgétaires et des économies ont pu être constatées sur la charge d'intérêt et les versements à l'Union européenne ; d'un autre côté, certaines dépenses, comme les investissements des collectivités locales, ont été plus dynamiques que prévu », détaille François Ecalte.

Malgré la dérive des dépenses publiques, le « déficit structurel » – qui est censé gommer les effets de la conjoncture – a tout de même diminué de 0,4 point, grâce à l'augmentation des recettes fiscales. Mais, pour François Ecalte, cette baisse est en trompe-l'œil. Elle cache un effort réel (dit "structurel"), directement lié aux mesures prises par le gouvernement pour réduire le déficit – baisse des dépenses publiques ou hausses d'impôts – négatif de 0,3 point (environ 6 milliards d'euros). Le

contraire de ce qui devrait se passer en période de reprise : tous les économistes recommandent de baisser le déficit quand la croissance est là pour pouvoir laisser le trou se creuser en période de crise. C'est précisément l'inverse qui a été fait depuis 2011.



i

RECOMMANDÉS POUR VOUS



[Une animatrice raconte son "calvaire" avec Jean-Pierre Foucault](#)



[Un député s'attaque à la belle-fille d'Emmanuel Macron](#)



[La suppression totale de la taxe d'habitation vire au casse-tête](#)

CONTENUS SPONSORISÉS